



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Risques professionnels

Question écrite n° 18400

Texte de la question

M. Claude Demassieux rappelle à M. le ministre des entreprises et du développement économique, chargé des petites et moyennes entreprises et du commerce et de l'artisanat, que la très grande majorité des machines et des biens d'équipement utilisés en France le sont par les industries métallurgiques. Celles-ci sont confrontées à une nécessité permanente de baisse des coûts et donc de réduction des charges. Or les décrets n° 93-40 et n° 93-41 du 11 janvier 1993 destinés à transcrire en droit français une directive européenne (n° 89-655 du 30 novembre 1989) concernant la mise en conformité des équipements de travail par rapport aux normes de sécurité prescrites, et ceci avant le 1er janvier 1997, imposeraient aux entreprises des dépenses souvent insupportables. À ce jour, ni l'Allemagne ni l'Italie n'ont transposé sur leur territoire les implications de la même directive européenne. Afin de garantir l'homogénéité des contraintes qui pèsent sur les industries européennes et d'éviter de trop lourdes dépenses totalement improductives, il conviendrait que le Gouvernement français, qui assurera la présidence de l'Union européenne au cours du premier semestre 1995, saisisse du problème le conseil des ministres européens des affaires sociales et la commission afin que soit au moins réexaminée la date d'application prévue pour la directive concernée. Il lui demande s'il ne lui semble pas opportun que la commission européenne procède à une étude d'impact financier de la nouvelle réglementation sur le parc existant de machines et d'équipement de travail afin de vérifier l'ampleur des adaptations envisagées par les États membres et de comparer ainsi leurs coûts que les uns et les autres feront supporter à leur industrie.

Texte de la réponse

Les décrets nos 93-40 et 93-41 du 11 janvier 1993 assurent notamment la transposition en droit français de la directive n° 89-655 du 30 novembre 1989 relative à l'utilisation des machines. Les travaux préparatoires à l'intervention de la directive, comme ceux liés à sa transposition, ont été menés en étroite collaboration avec les partenaires sociaux, notamment au sein du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels. C'est en particulier forte de positions ainsi définies en concertation que la délégation française a obtenu le report, au 1er janvier 1997, du délai de mise en conformité, soit deux ans plus tard que ne l'avaient souhaité la Commission et le Parlement européens. Sur le plan technique, les prescriptions définies par les décrets, notamment les mesures de mise en conformité des machines, ne vont pas au-delà des dispositions prévues par la directive. Il convient à cet égard de rappeler que le texte ne demande en aucun cas d'appliquer aux machines en service les spécifications techniques prévues pour les machines neuves. Il s'agit de prendre des mesures de « sécurité rajoutée ». En outre, les aspects techniques ne sont pas les seuls à devoir être pris en considération et des mesures organisationnelles, fondées sur le décret n° 93-41, peuvent dans certains cas constituer des mesures compensatoires permettant de palier des mesures techniques qu'il ne serait pas raisonnable d'exiger. Seul le plan de mise en conformité constitue une disposition spécifiquement française. Ce plan ne doit pas être analysé comme une contrainte administrative, mais comme un outil de diagnostic et de programmation s'inscrivant dans une démarche d'évaluation des risques. C'est également un instrument de dialogue avec les représentants du personnel au CHSCT, d'une part, avec les services de contrôle et de prévention des risques professionnels, d'autre part. Il reste que quelques difficultés d'application sont apparues en ce qui concerne le plan de mise en conformité. Ces difficultés font l'objet des précisions contenues dans la lettre adressée le 20 juin 1994 à la Fédération des industries mécaniques, qui devraient apporter aux chefs d'entreprises les apaisements

necessaires, notamment en ce qui concerne les machines utilisees occasionnellement par des ouvriers qualifies, pour des travaux de petite serie sans contrainte de rendement. En outre, le ministere du travail est conscient des difficultes auxquelles les entreprises artisanales, notamment du batiment, et les petites et moyennes entreprises de moins de dix salaries, sont susceptibles d'etre confrontees pour rediger les plans de mise en conformite. C'est pourquoi il est propose que ces entreprises, au lieu de rediger un plan individuel de mise en conformite, puissent remplir leur obligation en adherant a un plan collectif elabore par leur organisation professionnelle. L'etude des couts et des difficultes engendres par la mise en conformite, effectuee sur le terrain par les services du ministere du travail, montre que la situation est contrastee. Selon les branches, selon les entreprises, la mise en conformite apparait realisable dans le delai prevu sans mettre en cause l'equilibre economique des entreprises ou, a l'inverse, rencontre des difficultes techniques ou economiques qui appellent une mise en oeuvre pragmatique. Il est a cet egard effectivement souhaitable que la Commission europeenne fasse proceder rapidement par un organisme competent et independant - par exemple l'Institut national de recherche et de securite - a une etude d'impact de la directive no 89-655 et de la modification qu'elle envisage, l'etude realisee en 1993 ayant ete assez severement critiquee par plusieurs Etats membres. C'est pour repondre aux difficultes que la circulaire du 17 decembre 1993 relative aux plans de mise en conformite, confirmee par la lettre du 20 juin 1994 a la Federation des industries mecaniques, prevoit d'appliquer les textes avec pragmatisme, notamment en termes de calendrier, des lors que cela est justifie par des difficultes techniques ou economiques reelles et qu'il ont fait l'objet d'un debut effectif de realisation dans l'entreprise. C'est pourquoi egalement les autorites francaises ont ete a l'origine du report, dans une proposition de directive modificative deposee en mars 1994 sur la table du Conseil, de la mise en conformite des appareils de levage et des machines mobiles au 31 decembre 2000. Le decret tirant les consequences qu'il est immediatement possible de deduire de cette proposition de report sera incessamment soumis au Conseil d'Etat. Un tel report est important, notamment pour les entreprises du batiment. Il est en outre souhaitable, pour repondre a la diversite des situations et assurer une application souple et uniforme des textes, sans risque d'inegalite entre entreprises d'une meme branche, de mobiliser les branches professionnelles pour qu'elles definissent elles-memes les modalites concretes de la mise en conformite, assurant ainsi une application realiste et equivalente des textes, comme cela est prevu dans un document en cours de realisation dans le secteur de la forge avec le soutien financier du ministere du travail. Ces documents seront valides par le ministere du travail comme cela a ete propose a plusieurs branches professionnelles. Il reste que l'attitude des Etats qui n'ont pas transpose la directive no 89-655 est preoccupante. L'application effective et equivalente des directives, leur tranposition dans les delais prevus, sont un devoir des Etats membres et la situation actuelle est susceptible d'avoir des consequences dommageables aux plans politique, economique et social. C'est pourquoi le theme de la mise en oeuvre effective des directives - notamment de la directive no 89-655 - sans laquelle il serait illusoire de poursuivre l'effort de construction europeenne, constitue d'ores et deja et constituera plus encore dans l'exercice de la presidence de l'Union au premier semestre 1995, une priorite de l'action des autorites francaises.

Données clés

Auteur : [M. Demassieux Claude](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 18400

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : entreprises et développement économique, chargé des petites et moyennes e

Ministère attributaire : travail, emploi et formation professionnelle

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 septembre 1994, page 4729

Réponse publiée le : 31 octobre 1994, page 5462